

Pour un règlement pacifique de la crise politique aux Maldives

Quand on vit dans un pays dont le point culminant s'élève à 3 mètres au-dessus du niveau de la mer, la notion d'urgence écologique face au réchauffement climatique prend tout son sens.

Aussi, quand, enfin, on a demandé, au peuple des Maldives de choisir démocratiquement son président, il a élu un démocrate, militant inlassable des droits de l'homme et... écologiste convaincu.

Journaliste de profession, Mohamed Nasheed avant de devenir député, puis le président démocratiquement élu, a connu seize fois la prison, la première fois en 1990 pour un article dénonçant la corruption du régime, la dernière fois pour avoir pris la tête d'une « campagne de désobéissance civile non-violente » réclamant la démocratie en 2005.

Elu en 2008, à 41 ans, le nouveau président achève les réformes démocratiques de son pays et se fait vite remarquer par son activisme en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. Le 17 octobre 2009, pour sensibiliser le monde à la menace liée à la montée des océans, il préside le premier conseil des ministres sous-marin de l'histoire. Très vite, cet orateur convaincant et charismatique devient un acteur emblématique des sommets internationaux sur l'avenir du climat et attire l'attention des médias internationaux.

Trop? Sans doute! Le 8 février, après des semaines de manifestations de l'opposition conservatrice et à la suite d'un coup d'état, Mohamed Nasheed est contraint à la démission. Très vite, trop vite, les Etats-Unis (Qui n'ont jamais trop apprécié qu'on leur demande de réduire leur gaz à effet de serre) reconnaissent la légitimité du vice-président qui revendique la succession.

Depuis, les Maldives ont vécu des heures violentes et la répression des partisans du président Mohamed Nasheed qui manifestent pour dénoncer un coup d'état.

Mohamed Nasheed et son parti ont réclamé depuis le début de la crise, des élections anticipées. Suite à une médiation du gouvernement indien, il semble que cette demande ait été entendue et que la crise politique puisse trouver, ainsi, une issue pacifique.

- Considérant les nécessaires liens de fraternité entre les peuples réunionnais et maldiviens;
- Considérant la fragilité de la démocratie aux Iles Maldives qui n'a connu qu'une seule élection démocratique;
- Considérant la place acquise par les Maldives dans la mobilisation mondiale contre le réchauffement climatique;

Le conseil municipal de Saint-Paul:

- proclame son amitié et son soutien au peuple Maldivien;
- affirme que le règlement pacifique de la crise passe par l'organisation d'élections anticipées transparentes;
- demande au gouvernement Français de soutenir un règlement pacifique de la crise;